



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

## Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

## **Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Plans de gestion du Salaison, du Bérange et de la Cadoule sur la période 2019-2023 - Approbation et demandes d'aides financières**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le Contrat de Bassin de l'Or 2015-2019 vise à répondre de manière opérationnelle aux enjeux de gestion de l'eau et des milieux aquatiques par l'amélioration de la qualité de l'eau, la maîtrise de la ressource en eau, la prévention des risques d'inondations et la gestion des cours d'eau et de la lagune. Parmi ses actions figurent la mise à jour des plans de gestion des cours d'eau et leur mise en œuvre.

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) a engagé dès 2013 la mise à jour des plans de gestion des principaux cours d'eau de son bassin versant, garantissant ainsi la cohérence à la bonne échelle territoriale de ces documents cadre visant à fixer, selon les enjeux, les modalités et priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir.

Il convient de préciser qu'en application des articles L.215-14 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 114 du Code rural, l'obligation d'entretien des cours d'eau (lit et berges) incombe aux propriétaires riverains. Dans le cadre de la compétence GEMAPI, la Métropole n'a pas vocation à s'y substituer, mais peut prendre en charge de tels travaux sur des terrains privés dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) dans le cas de travaux d'ampleur ou dans l'intérêt pour le milieu aquatique ou pour la protection contre les inondations, tels que mis en exergue par les plans de gestion. La Métropole peut par ailleurs confier la mise en œuvre de ces travaux aux Etablissements Publics Territoriaux de Bassin de son territoire (EPTB), le SYBLE et le SYMBO.

Les plans de gestion du Salaison, du Bérange et de ses affluents, et de la Cadoule ont été co-construits avec les communes du territoire. Ils ont été définis sur une période de 5 ans, de 2019 à 2023.

Le montant total des travaux à réaliser sur cette période sur le territoire de la Métropole est estimé à 231 125 € HT. Il se répartit de la manière suivante :

- 23 300 € HT pour le Salaison,
- 122 375 € HT pour le Bérange,
- 85 450 € HT pour la Cadoule.

Pour permettre la mise en œuvre du programme pluriannuel, il conviendrait d'approuver les plans de gestion sur le Salaison, le Bérange et la Cadoule. Ils font l'objet d'une approbation dans les mêmes termes par les autres EPCI concernés : Pays de l'Or Agglomération, Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Ces travaux seront financés par la taxe GEMAPI. Ils pourront sous condition faire l'objet d'aides financières de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les plans de gestion du Salaison, du Bérange et de la Cadoule sur le territoire de la Métropole pour la période 2019-2023 et d'un montant de travaux estimé à 231 125 € HT.,
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907,
- solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

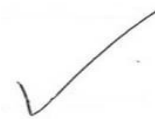
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78094-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.